



**COMMISSION EUROPÉENNE**  
DIRECTION GÉNÉRALE ENTREPRISES et INDUSTRIE

Industries chimiques, métalliques, mécaniques, électriques et de la construction; Matières premières  
**Construction, Equipements à pression, Métrologie**

Bruxelles, le 2 septembre 2010  
**M/136 rev.2 FR**

**MANDAT RÉVISÉ M 136 AU CEN/CENELEC**  
**POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE NORMALISATION**  
**VISANT À ÉTABLIR DES NORMES HARMONISÉES SUR**

**LES PRODUITS DE CONSTRUCTION en contact avec l'eau destinée à la**  
**consommation humaine**

EN VUE DE L'UTILISATION FINALE SUIVANTE:

**transport, stockage et distribution d'eau, y compris d'eau du robinet, destinée à la**  
**consommation humaine**

**AVANT-PROPOS**

*Le présent mandat est donné par la Commission au CEN/CENELEC dans le cadre de la directive du Conseil du 21 décembre 1988 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant les produits de construction (89/106/CEE), ci-après dénommée «DPC», et de la directive du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (98/83/CE), ci-après dénommée «directive eau potable».*

*En mai 2001, la Commission a délivré une première version du présent mandat au CEN, qui a ensuite été révisée le 6 avril 2006. Cette seconde révision tient compte des adaptations qui ont dû être apportées aux procédures et à quelques aspects techniques.*

*L'eau destinée à la consommation humaine est désignée ci-après par l'expression «eau potable», mais elle correspond à l'ensemble de la définition donnée à l'article 2, paragraphe 1, de la directive «eau potable». Les produits de construction en contact avec l'eau potable sont dénommés ci-après «PCEP». Ils sont destinés à être utilisés dans les ouvrages fixes publics, privés et/ou domestiques de distribution d'eau, y compris d'eau du robinet, destinée à la boisson, à la cuisson, à la préparation d'aliments ou à d'autres usages domestiques, d'eau potable mise dans des citernes, des bouteilles ou des conteneurs, ou encore d'eau utilisée dans les entreprises alimentaires pour la fabrication, la transformation, la conservation ou la commercialisation de produits ou de substances destinés à la consommation humaine. Le présent mandat ne concerne pas les produits commercialisés spécifiquement pour être utilisés dans les installations d'extraction, de production et/ou de traitement d'eau potable des distributeurs d'eau, dans les installations de mise en réservoirs, en bouteilles ou en conteneurs, ou dans les installations de fabrication, de transformation, de conservation ou de commercialisation de produits ou de substances destinés à la consommation humaine des entreprises alimentaires.*

*L'un des buts de la DPC est d'éliminer les barrières techniques aux échanges dans le domaine de la construction, dans la mesure où elles ne peuvent l'être par la reconnaissance mutuelle de l'équivalence entre les États membres. Ce mandat a trait à l'élaboration tant des normes de produit et de référence nécessaires pour l'établissement de normes de produit harmonisées concernant les produits de construction en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine que des principes généraux à suivre pour couvrir cet aspect spécifique de l'exigence essentielle n° 3 de la DPC dans les normes de produit harmonisées.*

## **CHAPITRE I: BASES**

Le présent mandat s'inscrit dans le cadre de la politique générale suivie par la Commission en matière d'harmonisation technique et de normalisation, ainsi que dans le champ d'application de deux directives, à savoir la DPC et la directive «eau potable». Il remplace tout mandat antérieur concernant les mêmes produits, confié dans le passé par la Commission à titre provisoire.

Il repose sur l'article 7 de la DPC et tient compte des documents interprétatifs<sup>1</sup> qui servent de référence à l'établissement des normes harmonisées (voir l'article 12 de la DPC). Il se fonde également sur l'article 10 de la directive «eau potable», ainsi que sur la mise en œuvre de ses annexes.

Il sert à garantir la qualité des normes harmonisées pour les PCEP, pour autant qu'il existe des entraves aux échanges desdits produits et que ceux-ci entrent dans le champ d'application de l'article 2, paragraphe 1, de la DPC.

Les niveaux ou classes d'exigences réglementaires appliqués aux ouvrages relèvent de la responsabilité des États membres et ne sont pas couverts par le présent mandat. En conséquence, ils ne seront pas définis dans la norme harmonisée.

Les niveaux ou classes d'exigences techniques applicables aux produits peuvent être proposés par le ou les comités techniques compétents. Leur élaboration par le CEN est toutefois soumise à l'approbation de la Commission.

## **CHAPITRE II: CONTEXTE DES TRAVAUX**

À l'heure actuelle, les États membres disposent de systèmes d'homologation différents pour les produits et les matériaux en contact avec l'eau potable, qui couvrent la plupart des PCEP. Cette situation entrave les échanges et accroît les frais de certification de l'industrie.

En ce qui concerne les travaux de normalisation, il importe de distinguer, à l'annexe 2 ci-jointe, les caractéristiques mécaniques (résistance à l'écrasement, résistance à la pression interne et externe, capacité portante, résistance à la flexion longitudinale, résistance mécanique du support, charge maximale pour déformation admissible, tolérances dimensionnelles, résistance au choc, étanchéité, efficacité, protection contre le reflux, efficacité des dispositifs de sécurité, détecteurs-avertisseurs de fuite et/ou dispositifs de

---

<sup>1</sup> JO C 62 du 28.2.1994.

sécurité antidébordement), pour lesquelles un mandat a déjà été confié au CEN en mars 1999 (M131), le dégagement de substances dangereuses (couvert depuis 2005 par le mandat M366) et les caractéristiques sanitaires de la directive «eau potable», qui représentent les nouvelles tâches du présent mandat. Il convient de noter que certains produits qui n'étaient pas couverts par le mandat M131 (tels que les compteurs d'eau, les membranes, etc.) le sont par le présent mandat, ou inversement (gaines, conduites). Les propriétés mécaniques liées au respect de l'exigence essentielle n° 3 sont également été prises en considération dans le présent mandat (si elles ne l'étaient pas suffisamment dans le mandat M131).

### **CHAPITRE III: NORMES DE RÉFÉRENCE ET NORMES DE PRODUIT HARMONISÉES**

Les normes de référence et les normes de produit harmonisées doivent être élaborées afin de permettre aux produits énumérés aux annexes 1 et 2 de démontrer, au moyen d'une déclaration de performance indiquant leurs effets sur l'eau potable, leur aptitude à satisfaire les exigences réglementaires applicables en matière d'information pour pouvoir être mis sur le marché.

Les normes de référence contiendront:

- une liste des matériaux/produits auxquels s'applique cette méthode d'essai;
- une distinction claire entre les aspects réglementaires et de normalisation. La Commission transmettra, le cas échéant, des informations sur les questions réglementaires à prendre en considération (la méthode d'échantillonnage, les conditions des essais, les critères d'homologation, etc.);
- une définition claire de l'essai. Des données spécifiques peuvent notamment être ajoutées dans la partie informative de la norme;
- tout autre aspect devant être abordé, notamment les dispositions concernant l'eau d'essai et les méthodes de calcul du degré d'incertitude.

Les normes de produit harmonisées contiendront:

- une description précise du produit ou de la famille de produits visés;
- la portée et le champ d'application détaillés;
- une définition des caractéristiques des produits énumérés à l'annexe 2 du mandat (exprimées en termes de performance, dans la mesure du possible) permettant de satisfaire aux exigences essentielles de la DPC afférentes aux caractéristiques mécaniques, ainsi qu'aux caractéristiques relevant de la directive «eau potable»;
- en ce qui concerne les aspects relatifs à l'«effet sur l'eau potable», une référence explicite aux normes de référence, sans modification de leur contenu;

- une indication sur les caractéristiques à mentionner dans l'étiquetage qui accompagnera la marque CE et sur la manière d'exprimer les éventuelles valeurs déterminées de ces caractéristiques. Le *Guidance Paper* (document d'orientation) de la DPC sur la marque CE devra être pris en considération;
- le système d'attestation de conformité demandé à l'annexe 3 du mandat et les dispositions spécifiques correspondantes relatives à l'évaluation de la conformité.

Dans la mesure du possible, chaque produit de construction en contact avec l'eau potable doit faire l'objet d'une seule norme couvrant toutes ses caractéristiques (caractéristiques mécaniques de type DPC et caractéristiques de type directive «eau potable»). Si le même type de produit peut également être utilisé dans des installations qui ne sont pas en contact avec l'eau potable, les comités techniques du CEN peuvent lui appliquer des normes différentes en fonction de son usage ou n'appliquer qu'une seule norme qui, dans ce cas, devra prévoir la possibilité de ne pas déterminer les performances du produit en contact avec l'eau potable.

Il est clairement entendu que le traitement des caractéristiques mécaniques visées par le présent mandat doit être, dans la mesure du possible, identique à celui des caractéristiques analogues concernant les tuyaux, réservoirs et accessoires de tuyauterie n'entrant pas en contact avec l'eau potable (mandat M131 confié au CEN). Il est admis que, d'une manière générale, les produits conformes aux normes de produit harmonisées élaborées dans le cadre du mandat M131 et portant à ce titre la marque CE devront uniquement faire l'objet des essais harmonisés liés aux exigences applicables à l'eau potable (voir ci-dessus).

Les systèmes pertinents d'attestation de conformité, conformément à l'article 13, paragraphe 3, et à l'annexe III de la DPC, figurent à l'annexe 3. Pour l'élaboration des dispositions spécifiques correspondantes relatives à l'évaluation de la conformité, la norme de produit harmonisée tiendra compte des éléments suivants:

- les recommandations énoncées au paragraphe 3 de l'annexe 3;
- les informations accompagnant la marque CE porteront sur toutes les caractéristiques à déclarer selon les exigences applicables à l'eau potable. Afin de tenir compte des réglementations existantes des produits lorsque les performances d'une ou de plusieurs caractéristiques ne sont pas exigées, l'étiquette doit également permettre au fabricant d'apposer la mention «aucune performance déterminée» pour ces caractéristiques.

#### **CHAPITRE IV: PROGRAMMES DE TRAVAIL**

Toutes les parties concernées ont reconnu la nécessité d'une coopération étroite et dynamique entre les autorités responsables des réglementations nationales et les auteurs de spécifications.

Par conséquent, le CEN/CENELEC soumettra deux programmes de travail détaillés révisés à la Commission:

- un programme de travail révisé concernant les normes de référence (méthodes d'essai), qui sera élaboré par les comités techniques transversaux (distribution

et analyses d'eau) et remis à la Commission au plus tard trois mois après la réception, par le CEN, du présent mandat révisé;

- un programme de travail révisé concernant les normes de produit, qui sera élaboré par les comités techniques en charge des produits/matériaux et remis à la Commission au plus tard neuf mois après la réception, par le CEN, du présent mandat révisé.

### *Normes de référence*

Le programme de travail révisé relatif aux normes de référence énoncera clairement la liste des normes qui sont déjà disponibles ou qui doivent encore être finalisées ou élaborées, en tenant compte de tous les produits et matériaux énumérés à l'annexe 1 ci-jointe et des dispositions de l'annexe 4.

En outre, pour chaque norme de référence (méthode d'essai), le programme:

- précisera les matériaux/produits auxquels il s'applique;
- indiquera la référence des travaux du CEN;
- distinguera les thèmes réglementaires des thèmes facultatifs;
- justifiera le calendrier prévu pour sa finalisation;
- désignera le comité technique responsable des travaux.

Le ou les comités techniques du CEN doivent apporter une réponse technique à la détermination des méthodes d'essai, en tenant compte des souhaits des autorités chargées de la réglementation nationale, exprimés dans le présent mandat ou dans les documents pertinents transmis par les services de la Commission.

Toute proposition en vue de l'ajout de méthodes d'essai non prévues dans le présent mandat révisé, mais jugées nécessaires par le ou les comités techniques, doit être présentée dans un chapitre distinct du programme de travail relatif aux normes de référence et sera étudiée par les services de la Commission.

### *Normes de produit*

Le programme de travail sur les normes de produit énoncera clairement la liste des normes qui sont déjà disponibles ou qui doivent encore être finalisées ou élaborées, en tenant compte de tous les produits et matériaux énumérés à l'annexe 1 ci-jointe. Il mentionnera également les normes de produit issues d'autres mandats délivrés au titre de la DPC, notamment le mandat M131. Si les produits sont destinés à entrer en contact avec l'eau potable ou peuvent entrer en contact avec l'eau potable, ils doivent être inclus dans les travaux. Dans ce cas, le programme de travail indiquera, le cas échéant, la modification de la norme de produit nécessaire.

En outre, pour chaque norme de produit harmonisée concernant un PCEP, le programme:

- précisera le(s) nom(s) du ou des produits ou de la famille de produits à couvrir;

- indiquera la référence des travaux du CEN;
- précisera les formes et les matériaux à couvrir (conformément aux annexes 1, 2, 3 et 4 du présent mandat);
- sera accompagné de la liste des normes de référence, conformément au programme de travail relatif à ces normes, tel qu'il est défini ci-dessus;
- justifiera le calendrier prévu pour sa finalisation;
- désignera le ou les comités techniques responsables des travaux.

Toute proposition en vue de l'ajout de caractéristiques et d'aspects de durabilité non prévus dans le mandat, mais jugés nécessaires par le ou les comités techniques, doit être présentée dans un chapitre distinct du programme de travail concernant les normes de référence et sera étudiée par les services de la Commission.

Toute proposition en vue de l'ajout de produits et/ou de matériaux et/ou de formes non prévus dans le présent mandat, mais jugés nécessaires par le ou les comités techniques, doit être présentée dans le programme de travail et soumise pour examen aux services de la Commission. Outre les dispositions de l'article 4, paragraphe 1, de la DPC, il importe de tenir compte du fait que tous les produits visés par le présent mandat répondent à un système d'attestation de conformité conforme à la décision pertinente de la Commission.

## **CHAPITRE V: EXÉCUTION DU MANDAT**

Après examen des programmes de travail et, le cas échéant, après consultation des comités techniques compétents du CEN, les services de la Commission approuveront le calendrier et la liste des normes ou des parties/modifications de normes qui répondent aux termes du présent mandat et qui seront reconnues comme normes de produit ou de référence harmonisées.

La portée du présent mandat peut, le cas échéant, être modifiée ou complétée. Les modifications successives seront alors adressées au CEN.

La Commission peut participer aux travaux de normalisation à titre d'observateur et a le droit de recevoir tous les documents pertinents.

Le CEN informera immédiatement la Commission de tout problème lié à l'exécution du mandat et lui présentera, une fois par an, un rapport sur l'état d'avancement des travaux réalisés dans le cadre du mandat. Ce rapport comprendra une description des travaux effectués et indiquera les éventuelles difficultés politiques ou techniques rencontrées. Il sera accompagné, sur demande, des derniers projets de chaque norme visée par le mandat et des derniers rapports sur les travaux éventuellement donnés en sous-traitance. En cas de manquement à ces exigences, la Commission pourra révoquer le présent mandat.

Le CEN notifiera à la Commission l'acceptation du présent mandat révisé. Toutefois, cette acceptation ne peut avoir lieu qu'après l'approbation des deux programmes de travail révisés par les services de la Commission.

L'acceptation du mandat initial par le CEN ouvre la procédure du statu quo visée à l'article 7 de la directive 83/189/CEE du Conseil du 28 mars 1983, modifiée par la

directive 88/182/CEE du Conseil du 22 mars 1988 et par la directive 94/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994.

Les membres du CEN publieront les normes de transposition des normes européennes harmonisées au plus tard six mois après le vote positif du CEN. Les normes nationales ayant la même portée resteront applicables jusqu'à la date convenue entre le CEN et la Commission.

## ANNEXE 1

### CHAMP D'APPLICATION\*

#### PRODUITS DE CONSTRUCTION EN CONTACT AVEC L'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

LISTE DES PRODUITS COUVERTS PAR CE MANDAT

EN VUE DES UTILISATIONS FINALES SUIVANTES:

DISTRIBUTION D'EAU CHAUDE ET D'EAU FROIDE

ÉQUIPEMENTS FIXES DE STOCKAGE

FORMES	MATÉRIAUX	PRODUITS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION
Kits (tuyauteries, système de stockage)	Comme indiqué ci-dessous pour les éléments	<b>Kits</b> , comprenant tuyaux, réservoirs, raccords, dispositifs de sécurité, adhésifs, joints, vannes, robinets, compteurs, pompes, membranes, équipements de conditionnement d'eau et éventuellement éléments spéciaux ainsi que leurs supports, utilisés pour le transport, le stockage et/ou la distribution d'eau destinée à la consommation humaine
Éléments rigides  Éléments flexibles	<p><b>Matériaux cimentaires:</b></p> <p>(béton armé/fibreux/non armé/précontraint préfabriqué, revêtement en mortier de ciment avec ou sans enduit superficiel, fibrociment modifié par polymères, etc.)</p> <p><b>Matériaux métalliques:</b></p> <p>(acier, aluminium, cuivre, alliages, fonte ductile/grise/malléable, etc.)</p> <p><b>Matériaux organiques:</b></p> <p>(plastiques, polymères, caoutchoucs, élastomères, PVC, PE, etc.)</p> <p><b>Matériaux vitreux, d'aspect vitreux et en céramique:</b></p> <p>(verre, grès vernissé, email, etc.)</p> <p><b>Composites</b></p> <p>(polyester armé de fibres de verre, résines époxydes renforcées par fibres de carbone, etc.)</p>	<b>Tuyaux</b> (revêtus ou non revêtus)



**\* Conformément aux dispositions des directives 89/106/CEE (DPC) et 98/83/CE (directive «eau potable») du Conseil, il incombe aux États membres de déterminer le lieu à partir duquel les réseaux acheminent l'eau potable (par exemple le point de captage ou puisage ou le dernier point de traitement). Il est entendu que la distribution d'eau potable comprend l'eau du robinet. Le mandat ne concerne pas les produits commercialisés spécifiquement pour être utilisés dans les installations d'extraction, de production et/ou de traitement d'eau potable des distributeurs d'eau, dans les installations de mise en réservoirs, en bouteilles ou en conteneurs, ou dans les installations de fabrication, de transformation, de conservation ou de commercialisation de produits ou de substances destinés à la consommation humaine des entreprises alimentaires.**

Suite

FORMES	MATÉRIAUX	PRODUITS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION
Éléments	<p><b>Matériaux cimentaires:</b></p> <p>(béton armé/fibreux/non armé/précontraint préfabriqué, coulé sur place avec ou sans éléments organiques, fibrociment modifié par polymères, etc.)</p> <p><b>Matériaux métalliques:</b></p> <p>(acier revêtu/doux/inoxydable, aluminium, cuivre, alliages, fonte ductile, fonte, etc.)</p> <p><b>Matériaux organiques:</b></p> <p>(plastiques, caoutchoucs, etc.)</p> <p><b>Matériaux vitreux, d'aspect vitreux et en céramique:</b></p> <p>(verre, grès vernissé, émail, etc.)</p> <p><b>Composites</b></p> <p>(polyester armé de fibres de verre, adjuvants, etc.)</p>	<p><b>Réservoirs</b> (y compris <u>les unités de stockage fermées et aérées d'eau chaude</u>) utilisés dans des installations fixes de distribution ou de stockage d'eau destinée à la consommation humaine</p>

Éléments	Métaux Caoutchoucs Plastiques Verre, céramique, émail Composites Fonte	<b>Vannes, robinets, pompes, compteurs d'eau, dispositifs de protection et de sécurité</b>  <i>Revêtus ou non revêtus</i>
Éléments	Métaux Caoutchoucs Plastiques Composés chimiques	<b>Raccords, adhésifs, joints, garnitures de joints et joints d'étanchéité</b>
Composants	Cimentaires	<b>Ciment, additions, agrégats, adjuvants, fibres</b>
Malléables	Composites	<b>Revêtements</b> , y compris les revêtements par polymérisation
Malléables	Composites	<b>Lubrifiants, graisses</b>

CADRE TECHNIQUE DE RÉFÉRENCE

**Remarque:** toutes les caractéristiques énumérées dans les tableaux ci-dessous ne s'appliquent pas nécessairement à tous les produits d'une famille ou sous-famille donnée. Il appartient au CEN de choisir dans l'ensemble complet présenté le sous-ensemble de caractéristiques applicable à un produit donné.

<p><b>PRODUITS DE CONSTRUCTION</b></p> <p><b>EN CONTACT AVEC</b></p> <p><b>L'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE</b></p>
---

EN VUE DES UTILISATIONS FINALES SUIVANTES:

DISTRIBUTION D'EAU CHAUDE ET D'EAU FROIDE ET ÉQUIPEMENTS  
FIXES DE STOCKAGE

<p><b>1. KITS</b> (tuyauterie et/ou systèmes de stockage)</p>
---

<p>Pour l'eau destinée à la consommation humaine, systèmes sous pression ou non, à l'extérieur ou à l'intérieur des bâtiments (souterrains ou en surface), comprenant tuyaux, réservoirs, raccords, dispositifs de sécurité, adhésifs, joints, vannes, robinets, compteurs, pompes, membranes, équipements de conditionnement d'eau et éventuellement éléments spéciaux.</p>
--

REMARQUE: les kits ne seront aptes à entrer en contact avec l'eau potable que si tous les éléments qui les composent ont été testés et jugés aptes.

Les caractéristiques de la TUYAUTERIE/des SYSTÈMES/KITS DE STOCKAGE auxquels doit s'appliquer la norme harmonisée sont les suivantes:

E E	CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité <sup>(1)</sup>
1		<p style="text-align: center;"><b>O</b></p> <p><i>(vis-à-vis de la corrosion, du gel-dégel, de l'abrasion, des UV, des variations de température, etc., suivant le cas)</i></p>
2		
3 + 4	Résistance à l'écrasement  Résistance à la pression interne et externe  Résistance à la flexion longitudinale  Résistance mécanique du support	
	Charge maximale pour déformation admissible	
	<b><u>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable</u></b>	
	Résistance au choc  Étanchéité  Efficacité des dispositifs de sécurité  Dégagement de substances dangereuses (NON pas dans l'eau potable mais dans l'environnement immédiat – couvert par le mandat M/366)	
5	Niveau sonore	
6	Propriétés thermiques	

Remarque: toutes les caractéristiques en caractères «non gras» sont également traitées dans le mandat M131

## 2. TUYAUX

Tubes rigides, flexibles ou malléables utilisés pour le transport de l'eau destinée à la consommation humaine. Pour systèmes sous pression ou non, à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments, installations souterraines ou en surface.

Les caractéristiques des tuyaux auxquels doit s'appliquer la norme harmonisée sont les suivantes:

E E	CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité <sup>(1)</sup>
1		<p style="text-align: center;"><b>O</b></p> <p><i>(vis-à-vis de la corrosion, du gel-dégel, de l'abrasion, des UV, des variations de température, etc., suivant le cas)</i></p>
2		
3 + 4	Résistance à l'écrasement	
	Résistance à la pression interne et externe	
	Résistance à la flexion longitudinale	
	Charge maximale pour déformation admissible	
	Tolérances dimensionnelles	
	Résistance au choc	
	<b><u>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable</u></b>	
	Étanchéité	
	Perméabilité	
	Dégagement de substances dangereuses (NON pas dans l'eau potable mais dans l'environnement immédiat – couvert par le mandat M/366)	
5		
6	Propriétés thermiques	

Remarque: toutes les caractéristiques en caractères «non gras» sont également traitées dans le mandat M131.

### 3. RÉSERVOIRS

Réservoirs pour installations fixes, souterraines ou en surface, sous pression ou non, y compris les unités de stockage fermées et aérées d'eau chaude, destinés au stockage et/ou à la distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Les caractéristiques des RÉSERVOIRS (autres que ceux relevant déjà d'autres directives susmentionnées) auxquels doit s'appliquer la norme harmonisée sont les suivantes:

E E	CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité <sup>(1)</sup>
1	Résistance mécanique et stabilité	<p style="text-align: center;"><b>O</b></p> <p>(vis-à-vis de la corrosion interne et externe, etc., suivant le cas)</p>
2		
3 + 4	Résistance à l'écrasement	
	Pression interne	
	Capacité portante	
	Résistance au choc	
	<u><b>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable</b></u>  Étanchéité  Perméabilité   Dégagement de substances dangereuses (NON pas dans l'eau potable mais dans l'environnement immédiat – couvert par le mandat M/366)	
5		
6		

Remarque: toutes les caractéristiques en caractères «non gras» sont également traitées dans le mandat M131.

#### 4. DISPOSITIFS DE PROTECTION ET DE SÉCURITÉ

Cette famille de produits comprend notamment les détecteurs-avertisseurs de fuite et/ou les dispositifs de sécurité antidébordement pour réservoirs, montés en amont ou en aval, y compris les dispositifs mécaniques et/ou électriques.

Les directives 73/23/CEE, 89/336/CEE et 94/9/CE sont à prendre en considération, le cas échéant.

Les caractéristiques des DISPOSITIFS DE PROTECTION ET DE SÉCURITÉ (autres que ceux relevant déjà des directives susmentionnées) auxquels doivent s'appliquer les normes harmonisées sont les suivantes:

E E	CARACTÉRISTIQUE DE PERFORMANCE	Durabilité
1		O
2		
3	Efficacité du détecteur-avertisseur de fuite et/ou des dispositifs de sécurité antidébordement	
+		
4	<u>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable</u>	
5		
6		

Remarque: la caractéristique en caractères «non gras» est également traitée dans le mandat M131.

## 5. RACCORDS, ADHÉSIFS, JOINTS, GARNITURES DE JOINTS ET JOINTS D'ÉTANCHÉITÉ

Pièces servant à raccorder les éléments entre eux et assurant l'étanchéité du système. Pour tuyaux rigides, flexibles et/ou malléables; pour tous réservoirs; pour systèmes sous pression ou non, à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments, souterrains ou en surface. La définition de ces pièces doit préciser le matériau, le diamètre et le pas de filetage le cas échéant.

Les caractéristiques des RACCORDS, ADHÉSIFS, JOINTS, GARNITURES DE JOINTS ET JOINTS D'ÉTANCHÉITÉ auxquels doivent s'appliquer les normes harmonisées sont les suivantes:

<b>E E</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE</b>	<b>Durabilité<sup>(1)</sup></b>
<b>1</b>		<b>O</b>
<b>2</b>		
<b>3</b>	Résistance à l'écrasement	
<b>+</b>	Pression interne	
<b>4</b>	Charge maximale pour déformation admissible	
<b>4</b>	Tolérances dimensionnelles	
<b>4</b>	Étanchéité	
	<b><u>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable</u></b>	
	Dégagement de substances dangereuses (NON pas dans l'eau potable mais dans l'environnement immédiat – couvert par le mandat M/366)	
<b>5</b>		
<b>6</b>		

Remarque: toutes les caractéristiques en caractères «non gras» sont également traitées dans le mandat M131.

## **6. VANNES et ROBINETS**

Dispositif du type clapet, couvercle, boisseau, etc., monté sur un tuyau et/ou un réservoir pour régler ou déclencher le passage d'eau destinée à la consommation humaine. La définition de la vanne/du robinet doit préciser le matériau, le diamètre et le pas de filetage le cas échéant.

Les caractéristiques des VANNES et ROBINETS auxquels doivent s'appliquer les normes harmonisées sont les suivantes:



E E	CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité <sup>(1)</sup>
1		O
2		
3	Tolérances dimensionnelles	
+	Pression interne	
4	Étanchéité	
+	Efficacité	
4	<b><u>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable</u></b>	O
	Protection contre le reflux	
	Dégagement de substances dangereuses (NON pas dans l'eau potable mais dans l'environnement immédiat – couvert par le mandat M/366)	
5	Niveau sonore	
6		

Remarque: toutes les caractéristiques en caractères «non gras» sont également traitées dans le mandat M131.

## 7. POMPES, COMPTEURS D'EAU et ÉQUIPEMENTS DE CONDITIONNEMENT D'EAU

La métrologie des compteurs d'eau et des pompes n'est pas prise en considération ici (cf. directive 2004/22/CE sur les instruments de mesure).

Les caractéristiques des POMPES et COMPTEURS D'EAU auxquels doivent s'appliquer les normes harmonisées sont les suivantes:

E E	CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité <sup>(1)</sup>
1		O
2		
3+4	<b><u>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable</u></b>	
	Dégagement de substances dangereuses (NON pas dans l'eau potable mais dans l'environnement immédiat – couvert par le mandat M/366)	
5		
6		

## **8. MEMBRANES, RÉSINES, REVÊTEMENTS, REVÊTEMENTS PAR POLYMÉRISATION, LUBRIFIANTS ET GRAISSES**

Le CEN déterminera si des normes de produit spécifiques doivent être élaborées pour ces produits et, le cas échéant, de quelle manière. Les produits revêtus seront testés en tant que tels, mais les revêtements pourraient devoir porter la marque CE. Les lubrifiants et les graisses ne peuvent être utilisés que dans des conditions très spécifiques, qui restent à définir. Les produits fabriqués en usine et in-situ sont inclus.

Les caractéristiques des MEMBRANES, RÉSINES, REVÊTEMENTS, REVÊTEMENTS PAR POLYMÉRISATION, LUBRIFIANTS ET GRAISSES auxquels doivent s'appliquer les normes harmonisées sont les suivantes:

<b>E E</b>	<b>CARACTÉRISTIQUE DE PERFORMANCE</b>	<b>Durabilité<sup>(1)</sup></b>
<b>1</b>		<b>O</b>
<b>2</b>		
<b>3+4</b>	<u><b>APTITUDE à entrer en contact avec l'eau potable</b></u>	
<b>5</b>		
<b>6</b>		

ATTESTATION DE CONFORMITÉ

**Remarque:** pour les produits destinés à plus d'un des usages indiqués dans les familles ci-dessous, les tâches de l'organisme agréé en vertu du système correspondant d'attestation de conformité n'ont pas à être répétées.

<p><b>Famille de produits:</b></p> <p><b>PRODUITS DE CONSTRUCTION</b></p> <p><b>EN CONTACT AVEC</b></p> <p><b>L'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE</b></p>
--

**1. Niveaux et classes de performances des produits**

- 1.1. Pour le moment, les différences mentionnées à l'article 3, paragraphe 2, de la DPC ne justifient pas l'établissement d'un système de classification des produits.
- 1.2. De nouveaux besoins pourraient être définis sur la base des différences indiquées à l'article 3, paragraphe 2, de la DPC, justifiées en vertu de la législation européenne (clause 1.2.1 des DI). Lorsque, pour de tels besoins, il est admis qu'une classification des performances des produits permet d'exprimer l'échelle des niveaux d'exigences des ouvrages, les dispositions énoncées au chapitre I, paragraphes 2 et 3, du présent mandat s'appliquent.

**2. Systèmes d'attestation de conformité**

Pour les produits et les usages prévus ci-dessous, il est demandé au CEN/CENELEC de spécifier le(s) système(s) d'attestation de conformité suivants dans les normes harmonisées pertinentes:

Produit(s)	Usage(s) prévu(s)	Niveau(x) ou classe(s)	Système(s) d'attestation de conformité
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Kits</b> (tuyauterie et systèmes de stockage)</li> <li>- <b>Tuyaux</b></li> <li>- <b>Réservoirs</b></li> <li>- <b>Vannes, robinets, pompes, compteurs d'eau, dispositifs de protection et de sécurité</b></li> <li>- <b>Raccords, adhésifs, joints, garnitures de joints et joints d'étanchéité</b></li> <li>- <b>Membranes, résines</b></li> <li>- <b>Revêtements</b></li> <li>- <b>Lubrifiants, graisses</b></li> </ul>	Installations de transport/distribution/stockage d'eau, y compris d'eau du robinet, destinée à la consommation humaine	-----	<b>1+</b>
Système 1+: voir l'annexe III, point 2 i), de la DPC, avec essais par sondage sur échantillons.			

### 3. Conditions à appliquer par le CEN aux spécifications du système d'attestation de conformité

3.1. Les spécifications du système doivent être telles que le système puisse être appliqué même lorsqu'il n'est pas nécessaire de déterminer la performance d'un produit pour une caractéristique donnée du fait de l'absence d'exigence légale dans ce domaine dans au moins un État membre [voir l'article 2, paragraphe 1, de la DPC et, le cas échéant, la clause 1.2.3 des documents interprétatifs]. Dans ces cas, la vérification de cette caractéristique ne peut pas être imposée au fabricant si ce dernier ne souhaite pas déclarer de performance du produit dans ce domaine.

3.2. Pour les produits relevant du système 1+, en ce qui concerne l'essai de type initial du produit [voir annexe III, point 1. a), de la DPC], la tâche du laboratoire agréé se limitera à l'évaluation de la caractéristique suivante:

#### - Aptitude à entrer en contact avec l'eau potable

(Toutes les autres caractéristiques du produit seront traitées à l'aide du système prévu dans la décision 1999/472/CE de la Commission.)

- 3.3. Pour les produits relevant du système 1+, en ce qui concerne la surveillance permanente, l'évaluation et l'approbation du contrôle de la production en usine [voir annexe III, point 1. g), de la DPC], l'organisme agréé ne s'intéressera qu'aux paramètres en rapport avec la caractéristique suivante:

**- Aptitude à entrer en contact avec l'eau potable**

(Toutes les autres caractéristiques du produit seront traitées à l'aide du système prévu dans la décision 1999/472/CE de la Commission.)

- 3.4. Pour les produits relevant du système 1+, en ce qui concerne l'inspection initiale du contrôle de la production en usine [voir annexe III, point 1. f), de la DPC], l'organisme agréé ne s'intéressera qu'aux paramètres en rapport avec la caractéristique suivante:

**- Aptitude à entrer en contact avec l'eau potable**

(Toutes les autres caractéristiques du produit seront traitées à l'aide du système prévu dans la décision 1999/472/CE de la Commission.)

**APTITUDE À ENTRER EN CONTACT AVEC L'EAU POTABLE**

<p><b>Famille de produits:</b></p> <p><b>PRODUITS DE CONSTRUCTION</b></p> <p><b>EN CONTACT AVEC</b></p> <p><b>L'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE</b></p>
--

**1. CHAMP D'APPLICATION**

Tous les produits, matériaux et formes énoncés à l'annexe 1 du présent mandat doivent être couverts.

La Commission entend utiliser des normes européennes dans toute la mesure du possible afin de définir les méthodes à employer dans les divers tests requis par la législation européenne et les législations nationales. Certaines normes existent déjà sous la forme EN ou prEN, d'autres sont en cours d'élaboration, mais de nombreuses tâches nouvelles devraient être identifiées.

Le présent mandat concerne les aspects relatifs aux substances contenues dans les produits de construction ou rejetées par ceux-ci dans l'eau potable qui, directement ou indirectement, réduisent le niveau de protection de la santé humaine prévu par la directive «eau potable» ou nuisent à la qualité de l'eau potable. Les exigences réglementaires relatives au contenu ou au dégagement de substances dangereuses, *non pas* dans l'eau potable, mais dans l'environnement immédiat (REACH, législation européenne ou nationale dans le domaine des produits chimiques) étant couvertes par le mandat M/366, elles ne font pas l'objet du mandat M/136.

**2. NORMES DE RÉFÉRENCE – MÉTHODES D'ESSAI**

La Commission entend utiliser des normes européennes dans toute la mesure du possible afin de définir les méthodes d'essai requises par la législation européenne et les législations nationales. Une méthode d'essai ne doit faire l'objet d'une norme que lorsqu'au moins un État membre a notifié une réglementation pour une caractéristique de performance qui exige de déterminer et de déclarer l'effet du produit sur l'eau potable et que la méthode en question doit dès lors être adoptée par tous les organismes d'essai.

Un programme de travail relatif aux méthodes d'essai a été adopté au titre de versions antérieures du présent mandat. Il est actuellement mis en œuvre par le CEN (groupe de travail 3 du comité technique 164).

Les normes qui doivent être révisées ou élaborées sont les suivantes:

Évaluation de l'odeur et du goût	Révision de la norme EN 1420
Évaluation de la couleur et de la turbidité	Révision de la norme EN 13052
Évaluation organoleptique	Révision de la norme EN 14395

(Les normes EN 13052 et EN 14395 seront consolidées avec la norme EN 1420 dès lors que la révision de cette dernière aura été finalisée.)

Migration de matériaux non métalliques et non cimentaires      Révision de la norme  
EN 12873-1

Banc d'essai dynamique pour l'évaluation de l'émission de métaux

Conception et fonctionnement      EN 15664-1

Eaux d'essai      prEN 15664-2

Évaluation de l'émission de nickel par les produits en nickel/chrome ou nickelés      Nouvel  
élément

Méthode d'évaluation du comportement passif de l'acier inoxydable      Nouvel élément

Détermination de la quantité de plomb présente à la surface des alliages de cuivre      Nouvel élément

Produits à base de ciment fabriqués en usine      Influence de la  
migration sur les paramètres organoleptiques EN 14944-1

Migration de substances      EN 14944-3

Développement de la flore microbienne      Nouvel élément

Substances organiques non suspectées (chromatographie en phase gazeuse couplée à la  
spectrométrie de masse)      Nouvel élément

La Commission pourra demander au CEN de mettre au point des méthodes d'essai  
supplémentaires ou de lui donner des indications sur les travaux en cours, après  
consultation des États membres concernant les exigences de leurs méthodes d'essai.

### **3. NORMES DE PRODUIT HARMONISÉES**

Les exigences réglementaires notifiées par les États membres déterminent les exigences  
applicables aux produits en matière d'essai, en fonction des matériaux utilisés dans leur  
fabrication et du niveau de risque qu'ils présentent pour l'eau potable.

La Commission consultera les États membres à propos de leurs exigences en vue de  
concevoir des approches harmonisées pour la définition des exigences applicables aux  
produits en matière d'essai. Celles-ci seront ensuite transmises au CEN en guise  
d'orientations réglementaires pour l'élaboration des normes de produit harmonisées.

Ces orientations devraient intégrer une partie ou la totalité des éléments ci-après dans le  
processus d'évaluation des produits, selon la nature et la fonction du produit ainsi que les  
matériaux utilisés dans sa fabrication.

Établir la conformité des substances constitutives et autres composants du produit avec  
les listes positives de matières organiques, avec les listes de composition des matériaux  
métalliques et avec les listes des constituants des matériaux cimentaires et les listes  
positives d'additifs correspondantes.

Déterminer les essais à effectuer, compte tenu de la nature et de la ou des fonctions du  
produit ainsi que des matériaux utilisés dans sa fabrication. L'ampleur des essais tiendra  
également compte des éventuels agréments délivrés pour les matériaux constitutifs et  
composants.

Sélectionner et préparer les échantillons de produits et matériaux.

Faire référence aux méthodes d'essai EN à utiliser si une méthodologie standard est  
requis.

Fournir des indications sur l'interprétation des résultats des essais, y compris l'utilisation de facteurs de conversion.

Effectuer les déclarations requises concernant les résultats des essais. (Voir également le chapitre III, point 3, alinéa 5, ainsi que le document d'orientation de la Commission sur l'utilisation des niveaux et des classes.)